



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

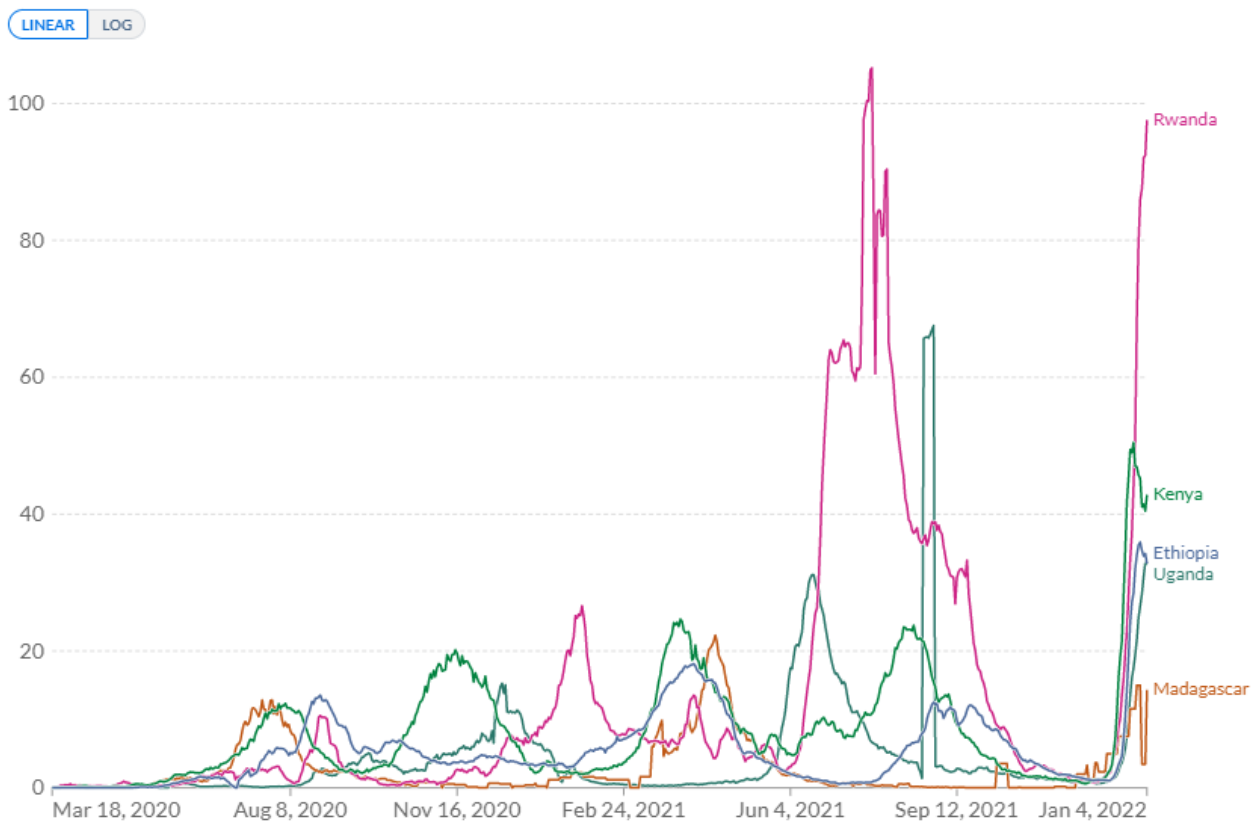
04 janvier 2022

Evolution de la situation sanitaire

Daily new confirmed COVID-19 cases per million people

7-day rolling average. Due to limited testing, the number of confirmed cases is lower than the true number of infections.

Our World
in Data



Source: Johns Hopkins University CSSE COVID-19 Data

CC BY

❖ Plusieurs pays africains suspendus de l'*African Growth and Opportunity Act* (AGOA).

Alors que le 2 novembre, le Président américain Joe Biden a signifié au Congrès son intention de suspendre l'Éthiopie, le Mali et la Guinée de l'*African Growth and Opportunity Act* (AGOA), cette décision a pris effet le 1er janvier 2022. Cet accord commercial permet notamment aux pays africains d'exporter certains produits (dont les textiles) vers les États-Unis sans taxes douanières. D'après le Président américain, cette suspension s'explique par les violations répétées des droits de l'homme qui contreviennent aux conditions d'éligibilité du traité. Elle s'applique pour l'année 2022 mais sera réexaminée en revue annuelle si la situation s'améliorait. Cette décision aura des effets sur le secteur manufacturier textile de l'Éthiopie, orienté vers l'export. Dix pour cent des exportations éthiopiennes se font vers les États-Unis et cette décision peut ajouter un nouveau frein au contexte déjà défavorable aux IDE.

❖ Burundi

Pas de brèves cette semaine.

❖ Comores

Pas de brèves cette semaine.

❖ Djibouti

Pas de brèves cette semaine.

❖ Erythrée

Pas de brèves cette semaine.

❖ Éthiopie

Suspension de la procédure pour l'octroi de la 2^{ème} licence télécoms.

L'Autorité éthiopienne des télécommunications (ECA) a suspendu le processus d'appel d'offres pour l'octroi de la deuxième licence de télécommunications. Selon l'ECA, suite à la demande de proposition (RFP) publiée le 28 septembre 2021, l'autorité a reçu des demandes de report du processus de la part de soumissionnaires potentiels. Une première licence télécoms a été attribuée en juin 2021 au consortium Safaricom-Vodafone pour un montant de 850 MUSD.

Approbation de prêts par la Banque centrale aux producteurs et exportateurs de café.

La Banque centrale (NBE) autorise les banques commerciales à utiliser jusqu'à 2 % de leurs réserves pour l'octroi de prêts aux acteurs de l'industrie du café en Éthiopie. Malgré la fin du gel des prêts imposé entre août et novembre 2021, les acteurs du marché du café manquent de financements pour l'achat de graines de café. En effet, les banques n'étaient pas en mesure de satisfaire les besoins du secteur car l'augmentation des réserves obligatoires de 5 à 10 % en septembre 2021 a entraîné des pénuries de liquidités. L'Éthiopie est le 5ème producteur de café dans le monde, mais le 7ème exportateur, et le café a représenté 25 % du total des exportations du pays (3,62 Mds USD) sur l'année 2020/21.

Demande d'un budget supplémentaire de 2,5 Mds USD.

Le ministère des Finances (MoF) a soumis une demande de budget supplémentaire de 122 Mds ETB (2,5 Mds USD) au Conseil des ministres, le 30 décembre. En raison de l'accroissement des dépenses liées au conflit et des difficultés de collecte des recettes fiscales, ce budget supplémentaire sera alloué à des dépenses au bénéfice de la sécurité nationale, l'aide humanitaire et la réhabilitation des victimes de guerre. Cela fait suite à l'annonce d'un budget supplémentaire de 5 Mds ETB, le 27 décembre par le MoF pour la réhabilitation des communautés touchées par la guerre. Pour rappel, ces enveloppes supplémentaires s'ajoutent au budget prévisionnel (initialement approuvé en juillet 2021) d'un montant de 562 Mds ETB (13 Mds USD). Par ailleurs, selon la Banque africaine de développement, le ratio des recettes fiscales du gouvernement sur le PIB atteignait 9,2 % en 2020 (contre 10 % en 2019), un chiffre en nette diminution depuis 2016 (15,9 %), et parmi les plus faibles d'Afrique.

ZLECAf : le coût d'une intégration économique régionale pour l'Éthiopie.

Selon une étude du ministère du Commerce et de l'Intégration régionale (MoTIR), l'Éthiopie pourrait perdre jusqu'à 26 Mds ETB par an en mettant en place la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). En effet, selon un rapport de la NBE, les recettes douanières provenant de l'importation de biens et de services en provenance d'Afrique représenterait 26 Mds ETB en 2019, l'Afrique représentant 8,1 % des importations annuelles totales de l'Éthiopie. Par ailleurs, l'Éthiopie prévoit de générer 44 % (147 Mds ETB) de ses recettes fiscales (334 Mds ETB) par les recettes douanières. Néanmoins, le document indique que la Zlecaf permettra de créer un marché stable pour les exportations éthiopiennes, stabiliser l'inflation, stimuler la compétitivité, augmenter les investissements nationaux et étrangers en Éthiopie, moderniser le commerce, formaliser les échanges frontaliers informels, renforcer les relations politiques et créer plus d'emplois, entre autres.

Kenya

L'inflation poursuit sa baisse et s'établit à 5,73 % en décembre.

Après une dynamique haussière d'avril 2021 (5,76 %) jusqu'à son pic de (6,91 %) en septembre, l'inflation en glissement annuel s'est établie à la baisse depuis le mois d'octobre (6,45 %) et atteint 5,73 % en décembre, après 5,80 % en novembre. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation, entre décembre 2020 et 2021, du prix des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées (9,09 %) ; des transports (8,10 %) ; et du logement, de l'eau, de l'électricité, du gaz et des autres combustibles (6,24 %). Sur l'année, les prix à la consommation qui connaissent les plus faibles hausses sont les services d'hôtellerie et de la restauration (0,15 %) ; les services financiers et de l'assurance (0,89 %) et la santé (0,95 %).

Le nouveau terminal pétrolier de Kipevu bientôt achevé.

Le terminal pétrolier de Kipevu à Mombasa, financé par la *Kenya Ports Authority* (KPA) et construit par la *China Communication Construction Company* (CCCC) s'achève après plusieurs mois de retard causés par la pandémie de COVID-19. L'inauguration de ce terminal offshore - dont le coût s'élève à 312 MEUR - devrait permettre au Kenya de doubler sa capacité de traitement des produits pétroliers, aujourd'hui estimée à 35 000 tonnes. Il pourra en effet accueillir quatre navires simultanément – contre seulement un seul pour le terminal existant – et traiter six produits d'importation et d'exportation d'hydrocarbures différents (pétrole brut, gaz naturel liquéfié, fioul lourd, diesel, essence, et carburant d'aviation). Un premier essai à sec devrait être réalisé jeudi 6 janvier, en présence du président Kenyatta, dans le cadre de la visite du Ministre des Affaires Etrangères chinois Wang Yi.

Le gouvernement espère avec cette nouvelle installation, (i) assurer la sécurité d'approvisionnement et répondre à l'augmentation constante de la consommation en produits pétroliers dans le pays et la région, (ii) générer des économies d'échelles sur les frais de transport au bénéfice des consommateurs finaux.

Madagascar

La Banque Mondiale sanctionne 3 entreprises françaises opérant à Madagascar.

La Société Financière Internationale (SFI), unité de la Banque Mondiale dédiée au secteur privé, a publié le 4 janvier un communiqué sanctionnant trois entreprises françaises : Colas Madagascar, ADP International (filiale d'Aéroports de Paris) et

Bouygues Bâtiment International, en raison de «pratiques collusoires» lors de la procédure d'appels d'offres du *Airports Madagascar Project* et de l'aéroport de Zagreb pour ADP International. La sanction la plus lourde touche la filiale malgache de Colas qui est exclue pour deux ans de tout projet ou opération financée par la Banque Mondiale. Cette suspension sera de 2 ans pour ADP International, dont un avec sursis probatoire. De fait ADP international et ses filiales seront interdites pendant une année de participer à tout appel d'offre du groupe Banque mondiale. Quant à Bouygues Bâtiment International, la société écope d'une suspension d'1 an avec sursis probatoire. En conséquence, ces entreprises devront se retirer du consortium *Ravilana Airports*, financé pour partie par la SFI.

Liens vers les communiqués de la Banque mondiale :

<https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2022/01/04/world-bank-group-debars-colas-madagascar-s-a>

<https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2022/01/04/world-bank-group-sanctions-bouygues-b-timent-international>.

<https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2022/01/04/world-bank-group-debars-adp-international-s-a>.

Proparco octroie une garantie «Choose Africa Résilience ARIZ TPE» de 2 MEUR à la Sipem Banque.

Proparco, filiale pour le secteur privé du groupe Agence française de développement (AFD), a annoncé le 27 décembre 2021 l'octroi d'une garantie « Choose Africa Résilience ARIZ TPE » d'un montant de 2 MEUR au bénéfice de la Sipem Banque Madagascar, acteur de la microfinance locale. Dans un contexte de pandémie globale,

elle vise à couvrir les besoins urgents de liquidité des microentreprises et de TPE malgaches à travers l'accès pour 60 personnes ou microentreprises à des produits et des services de microfinance et la création ou le maintien de près de 180 emplois.

🇲🇺 Maurice

La croissance du PIB a atteint 4,8% en 2021 selon *Statistics Mauritius*.

Suite à la publication des Comptes nationaux le 23 décembre, *Statistics Mauritius* a revu à la baisse la croissance du PIB en 2021 à 4,8% contre des prévisions initiales à 5,3%, en raison notamment des incertitudes liées à la résurgence de la pandémie de Covid-19. Les principaux secteurs contribuant à la croissance sont l'industrie manufacturière (+ 10,9% après une baisse de 17,8% en 2020), la construction (+25% contre -25,8%), le commerce de gros et de détail (+4,3% contre -12%), les activités financières et d'assurance (+4,2% contre +1%) et l'information et communication (+7,1% contre 5,9%). La production de canne à sucre a néanmoins continué à diminuer en 2021 (-9,6%) après une contraction de 18,1% l'année précédente.

🇺🇬 Ouganda

Pas de brèves cette semaine.

🇷🇼 Rwanda

Pas de brèves cette semaine.

🇸🇨 Seychelles

Pas de brèves cette semaine.

🇸🇴 Somalie

La Somalie à nouveau en désaccord avec l'ONU et l'Amisom au sujet du terminal de l'aéroport.

La Somalie s'est opposée à la mission d'assistance des Nations unies (UNSOM) et la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), suite à la fermeture du terminal Movcon de l'aéroport international d'Aden Adde le 21 décembre 2021. Les deux missions internationales ont annoncé le souhait de respecter la décision des autorités somaliennes, toute en soulignant que celle-ci entravait leurs activités dans le pays. Cette fermeture intervient dans un contexte de renégociation du mandat de l'AMISOM (dont le mandat expire fin mars 2022) entre la Somalie et l'Union africaine.

🇸🇩 Soudan

Reconnaissance de la gomme d'acacia comme fibre alimentaire.

Le président du Conseil de la gomme arabique s'est félicité de l'annonce de la « *Food & Drug Administration* » (FDA) américaine, le 17 décembre, que la gomme d'acacia était classée comme fibre alimentaire. Cela implique une reconnaissance des effets physiologiques bénéfiques des fibres d'acacia. Le président du Conseil a fait savoir que l'annonce de la FDA aurait des effets positifs sur le commerce international de ce produit. La reconnaissance du statut alimentaire de la gomme d'acacia avait fait l'objet d'une campagne lancée, il y a plusieurs années, par l'Association internationale de la Promotion des gommages (AIPG), ainsi que des

leaders mondiaux de la gomme arabique. Premier producteur et exportateur mondial de gomme arabique, le Sudan en a exporté plus de 87000 tonnes en 2020.

📍 **Soudan du Sud**

Pas de brèves cette semaine.

📍 **Tanzanie**

Nouvel accord signé avec l'entreprise turque Yapi Merkezi pour la construction d'une nouvelle phase du projet ferroviaire SGR Tanzanien.

L'entreprise turque *Yapi Merkezi* s'est vue confier, le 28 décembre, la construction de la section ferroviaire entre Makutupora dans le district de Dodoma et Tabora, évaluée à 1,9 Mds USD. Ce segment de 368 km s'inscrit dans le projet, initié en 2017, de développement, en plusieurs lots d'une ligne ferroviaire de 1 219 km du *Standard Gauge Railway* (SGR) reliant Dar-es-Salam à Mwanza, ville portuaire du lac Victoria. Il s'agit du troisième contrat décroché par Yapi Merkezi, également en charge de l'exécution des lots 1 (en partenariat avec Mota-Engil-Africa) et 2, pour la construction des sections Dar es Salaam – Morogoro (202 km) et Morogoro – Makutupora (328 km), partiellement achevées à ce jour.

Avec le développement du SGR – qui s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de modernisation et d'extension du réseau ferroviaire - la Tanzanie ambitionne de renforcer ses relations commerciales avec les pays enclavés de la région (Rwanda, Ouganda, Burundi) et de s'affirmer comme un acteur majeur de leurs chaînes d'approvisionnement.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international